

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 860^e
SÉANCE

Mardi 26 octobre 1965,
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 89 de l'ordre du jour:

Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international: rapport du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international (*suite*). 125

Président: M. Abdullah EL-ERIAN
(République arabe unie).

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international: rapport du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international (A/5455 et Add.1 à 6, A/5744 et Add.1 à 4, A/5790, A/5791, A/5803, chap. VII, sect. III, par. 346; A/5887; A/C.6/L.565) [*suite*]

1. Mlle SEYMOUR (Secrétariat), se référant aux questions qui ont été posées, directement ou indirectement, par certaines délégations (859^e séance), et notamment par celle du Canada, tient à préciser les incidences, tant des points de vue technique et financier que du point de vue de la procédure, des suggestions contenues dans le rapport du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international (A/5887).

2. Toute proposition tendant à entreprendre une activité d'assistance technique spécifiquement consacrée au droit international entraînerait deux sortes de dépenses: les dépenses dites "de Secrétariat", pour l'administration générale du programme, et les dépenses dites "d'exécution", pour l'assistance technique à fournir directement à un gouvernement ou à un groupe de gouvernements.

3. Les dépenses de Secrétariat représenteraient la rémunération du personnel supplémentaire qui serait affecté sur une base permanente au Service juridique pour l'administration du programme et celle du personnel temporaire qui serait recruté pour la préparation d'une étude juridique, ainsi que le coût de la publication de cette étude. Elles s'élèveraient au minimum à 68 000 dollars pour 1967, 75 500 dollars pour 1968 et seraient sans doute du même ordre pour

chacune des années suivantes, sans compter les dépenses connexes pour les fournitures de bureau, les communications et les déplacements du personnel, qui sont difficiles à évaluer. Rien n'a été prévu pour 1966 car le travail à accomplir serait purement préparatoire et pourrait être effectué sans frais supplémentaires par le personnel actuel du Service juridique.

4. On a proposé de faire financer les dépenses de Secrétariat par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. Il ne faut pas oublier que cet Institut commence à peine à recevoir les contributions volontaires dont il est entièrement tributaire. Son Conseil d'administration, qui est chargé de déterminer son programme, a déjà élaboré le programme initial. Sans doute l'Assemblée générale pourrait-elle présenter des suggestions au Conseil d'administration de l'Institut, mais celui-ci, en les envisageant, devrait tenir compte de ses autres activités et des ressources annuelles dont il pense pouvoir disposer.

5. On a également proposé d'imputer les dépenses de Secrétariat au budget ordinaire de l'ONU. Comme cela imposerait une charge financière à l'Organisation, une recommandation expresse de la Commission serait nécessaire à cet effet. Cette recommandation, accompagnée d'un état des incidences financières que préparerait le Secrétaire général, serait communiquée à la Cinquième Commission, qui doit, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale, donner son avis à l'Assemblée plénière avant que celle-ci ne se prononce.

6. Quant aux dépenses d'exécution pour l'organisation de cycles d'études et de cours de formation, l'octroi de bourses et le recrutement de consultants qui seraient envoyés à titre d'experts dans les pays bénéficiaires, on a proposé de les financer soit au titre du Programme élargi d'assistance technique, soit dans le cadre du budget ordinaire de l'ONU, soit encore en faisant appel à l'Institut de formation et de recherche ou à des donations spéciales. Le Programme élargi est financé en totalité par des contributions volontaires centralisées sous les auspices de l'ONU et réparties par l'intermédiaire d'un dispositif axé sur le Comité de l'assistance technique (CAT), aidé par le Bureau de l'assistance technique (BAT) et son Président-Directeur. Les fonds du Programme élargi ne peuvent être alloués à des activités régionales ou interrégionales comme les cycles d'études qu'à concurrence de 16 p. 100 du total des ressources. Les programmes sont mis au point par les pays eux-mêmes en consultation avec les représentants résidents. Les demandes d'assistance présentées par les pays dépassent de si loin les fonds disponibles qu'il a fallu grouper les projets en deux

catégories' selon leur urgence: la catégorie I comprend les projets pour lesquels on compte disposer des fonds nécessaires; et la catégorie II groupe les projets qui seront mis en œuvre au cas où de nouvelles ressources deviendraient disponibles. Le Comité de l'assistance technique, qui avait été prié d'examiner la possibilité de fournir, au titre du Programme élargi, une assistance technique dans le domaine du droit international, a estimé que les textes de base régissant ce Programme ne permettaient pas l'examen de demandes d'assistance dans le domaine général du droit international et qu'il n'y avait pas lieu de les modifier, mais que, sans déroger au règlement actuel du Programme élargi, les gouvernements pouvaient inclure dans leurs requêtes, en leur attribuant une haute priorité, des demandes d'assistance dans le domaine juridique, pourvu que celle-ci ait un effet direct sur le développement économique, social et administratif du pays. Mlle Seymour cite, à titre d'exemple, les problèmes juridiques liés aux transactions internationales, l'arbitrage commercial, le droit aérien, le régime juridique des voies navigables, etc. Elle ajoute que la question n'a pas été revue par le CAT depuis 1964.

7. Le titre V du budget ordinaire de l'ONU groupe, sous la rubrique Programmes techniques, les crédits destinés à l'ensemble des projets économiques et sociaux et des projets d'administration publique, ainsi qu'aux services consultatifs dans deux domaines particuliers: droits de l'homme et stupéfiants. Le CAT est chargé de passer en revue l'utilisation des crédits et de recommander chaque année le niveau de ceux-ci. Depuis plusieurs années, il recommande que le plafond total soit maintenu à 6 400 000 dollars et que chaque nouveau programme proposé par un comité ou une commission soit porté à l'attention des pays bénéficiaires pour qu'ils en tiennent compte lors de l'établissement de leurs propres priorités. C'est à partir de ces priorités qu'est arrêté le programme d'utilisation des crédits du titre V que le Secrétaire général présente chaque année au CAT. Sur ces 6 400 000 dollars, 220 000 dollars ont été expressément alloués au domaine des droits de l'homme et 75 000 dollars aux activités concernant les stupéfiants; ces sommes sont fixées chaque année sur la base de propositions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des stupéfiants et sont utilisées en majeure partie pour des cycles d'études et des bourses de perfectionnement. La moitié environ du solde de 6 105 000 dollars sert à fournir aux pays, sur leur demande, des services d'experts [consultatifs ou au titre du programme concernant l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX)], des bourses de perfectionnement et du matériel de démonstration. Le reste sert à mettre en œuvre, sur la demande collective des gouvernements des pays intéressés ou sur la proposition des commissions techniques du Conseil économique et social, des projets régionaux et interrégionaux dans des domaines hautement prioritaires comme l'industrie, l'habitation, la démographie, les statistiques, les projections économiques, la planification, etc. Comme pour le Programme élargi, les gouvernements requérants établissent leurs propres priorités lorsqu'ils présentent leurs demandes et, à l'exception des droits

de l'homme et des stupéfiants, aucun domaine ne fait l'objet d'affectations distinctes.

8. Les projets intéressant le droit international qui ont été soumis à la Sixième Commission ne pourraient être financés dans le cadre du titre V qu'en retirant des crédits à des activités de développement auxquelles le Conseil économique et social, l'Assemblée générale et les gouvernements intéressés ont déjà assigné une haute priorité. Aussi le Secrétaire général a-t-il informé le Comité spécial que les crédits prévus au titre V ne peuvent, vu le plafond actuel, être employés pour financer des activités du type ou de l'ampleur recommandés. Comme le Secrétaire général l'a indiqué au Comité spécial, tout nouveau programme de ce genre exigerait l'ouverture de crédits supplémentaires qui devraient être spécialement affectés à ce nouvel objet. Les dépenses prévues s'élèveraient à 151 000 dollars pour 1967 et à plus de 200 000 dollars par an à partir de 1968. Sans doute les fonds supplémentaires nécessaires pourraient-ils former, si l'Assemblée en décidait ainsi, un chapitre séparé du titre V, qui ferait l'objet d'une affectation spéciale et indépendante des crédits existants qui sont alloués au développement économique et social. Ou bien encore ils pourraient former un nouvel article du chapitre du budget consacré aux dépenses spéciales. Dans un cas comme dans l'autre, l'Assemblée générale, seule autorisée à relever le niveau du budget ordinaire, devrait voter de nouvelles ouvertures de crédits.

9. Quant à l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, il appartiendrait à son Conseil d'administration, qui est un organe autonome, de voir quelle assistance il pourrait fournir par prélèvement sur les contributions purement volontaires qui servent à financer les activités de l'Institut; il ne semble cependant pas disposer actuellement d'un excédent de ressources.

10. Reste enfin la possibilité de faire appel à des donations volontaires spéciales. Le Secrétaire général est déjà autorisé, aux termes de la résolution 1968 C (XVIII) de l'Assemblée générale, à accepter des contributions expressément fournies aux fins de l'assistance technique dans le domaine du droit international. Il a adressé un appel écrit aux gouvernements et, par leur intermédiaire, aux institutions et aux donateurs privés éventuels, mais n'a jusqu'à présent reçu aucune réponse.

11. M. COOMARASWAMY (Secrétariat) précise que des demandes d'assistance des gouvernements dans le domaine du droit international pourraient être acceptées au titre du Programme élargi d'assistance technique pourvu que les projets soient directement liés au développement économique, social et administratif du pays intéressé. Une assistance technique a d'ailleurs été déjà fournie dans plusieurs cas, sous forme de bourses de perfectionnement ou de services consultatifs, à propos de problèmes juridiques liés à l'arbitrage commercial, au droit aérien, à la législation du travail, à la mise en valeur des ressources hydrauliques, à la protection des droits d'auteur, etc.

12. M. SINCLAIR (Royaume-Uni) demande à M. Coomaraswamy s'il lui est possible de préciser quels sont ceux des projets mentionnés dans la quatrième

partie du rapport du Comité spécial (A/5887) qui pourraient être financés, sur la demande des pays intéressés, dans le cadre du Programme élargi.

13. M. MONTERO (Costa Rica) voudrait savoir si certains des projets pourraient être financés grâce aux économies qui seraient réalisées au cas où l'on adopterait, pour les déplacements du personnel du Secrétariat et des délégations, le régime des voyages en classe économique.

14. M. WERSHOF (Canada), en prévision du cas où des donations volontaires seraient reçues en réponse à l'appel du Secrétaire général, se demande si un dispositif a déjà été prévu pour l'utilisation des fonds, ou si celle-ci sera laissée à l'initiative du Secrétaire général, éventuellement assisté du Comité consultatif, dont la création a été recommandée par le Comité spécial. Il voudrait savoir s'il existe des précédents concernant la création d'une caisse de contributions volontaires destinées à des programmes d'assistance technique ne rentrant pas dans le cadre du Programme élargi. Il voudrait aussi que l'on précise si, dans une telle éventualité, les pays bénéficiaires pourraient demander au Secrétaire général qu'une partie des fonds soit utilisée pour fournir des jeux de publications des Nations Unies à des établissements d'enseignement, ou pour organiser un cours régional de formation ou d'entretien.

15. M. SEATON (République-Unie de Tanzanie) fait observer qu'il n'est pas exact de dire qu'aucune contribution volontaire n'a été offerte à la suite de la résolution 1968 (XVIII) de l'Assemblée générale: la République-Unie de Tanzanie a en effet adressé une offre au Secrétariat (A/5744/Add.4). Il serait reconnaissant au Secrétariat d'indiquer la somme qui serait nécessaire pour créer un institut de droit international destiné aux étudiants déjà diplômés, suivant la recommandation formulée dans le rapport du Comité spécial (A/5887, par. 89).

16. M. COOMARASWAMY (Secrétariat) rappelle, en réponse à la question du représentant du Royaume-Uni, que les textes de base régissant le Programme élargi prévoient uniquement la mise en œuvre de projets intéressant le domaine économique et social. En conséquence, les activités relatives aux principes de la Charte des Nations Unies et aux relations et immunités diplomatiques (A/5887, par. 98, a) ne peuvent être financées dans le cadre du Programme élargi; les activités relatives au droit des traités pourraient l'être éventuellement. Quant aux bourses (ibid., par. 98, b), il faudrait connaître exactement la nature des études envisagées avant de pouvoir fournir une réponse; il en est de même pour les services consultatifs et les publications juridiques.

17. M. SINCLAIR (Royaume-Uni) remercie M. Coomaraswamy des précisions qu'il vient d'apporter. Il se demande dans quelle mesure les projets de développement économique et social peuvent inclure des questions juridiques. Les types d'assistance que l'on a mentionnés, en matière d'arbitrage commercial par exemple, ont certes un rapport avec le développement administratif car ils visent à former des personnes aux techniques administratives. D'autres types d'assistance en matière de droit international seraient

certaines recevables s'ils contribuent au développement de techniques administratives.

18. M. COOMARASWAMY (Secrétariat) répond que tout ce qui touche au développement des techniques administratives utiles au fonctionnement des rouages de l'Etat rentre effectivement dans ce cadre.

19. M. ROSENNE (Israël) voudrait savoir, à propos d'une éventuelle modification des textes de base régissant actuellement le Programme élargi d'assistance technique (A/5791, par. 55), qui les a édictés et qui aurait qualité pour y apporter des modifications.

20. Mlle SEYMOUR (Secrétariat) déclare, en réponse à la question posée par le représentant du Costa Rica, que le total des demandes de crédits pour 1966 dépasse de plusieurs millions de dollars le montant des dépenses autorisées pour 1965 et que l'économie réalisée sur les frais de voyage des délégations, qui est infime par rapport à celui-ci, ne saurait constituer une source de financement.

21. Répondant à la question du représentant du Canada touchant les demandes intéressant le développement administratif, elle précise, après avoir pris l'avis du Conseiller juridique, que de telles demandes paraissent recevables. S'agissant de la gestion des contributions volontaires qui seraient éventuellement recueillies, Mlle Seymour dit que le Secrétaire général aurait sans doute qualité pour administrer ces fonds et qu'il existe déjà, sur le plan administratif, une procédure pour des questions telles que le choix des locaux dont on peut avoir besoin, le recrutement de personnel, l'attribution des bourses, etc. Elle appelle à cet égard l'attention sur la cinquième partie du rapport du Comité spécial.

22. Mlle Seymour précise, à l'intention du représentant de la République-Unie de Tanzanie, qu'elle faisait uniquement allusion dans son intervention précédente à l'absence de contributions financières destinées à alimenter un fonds qui serait utilisé pour le financement des activités envisagées. Le programme auquel s'est référé ledit représentant serait certainement extrêmement coûteux, mais elle ne peut pour l'instant indiquer un chiffre précis.

23. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique), tout en regrettant que l'offre de la République-Unie de Tanzanie ait été passée sous silence, confirme qu'aucune contribution financière n'a été reçue jusqu'à présent.

24. M. COOMARASWAMY (Secrétariat), répondant à la question du représentant d'Israël, dit que la portée des programmes mis en œuvre au titre de l'assistance technique a été définie par le Conseil économique et social dans sa résolution 222 A (IX), qui a été approuvée par l'Assemblée générale. Si une modification était envisagée, il faudrait qu'elle soit soumise à l'examen du Comité de l'assistance technique, qui adresserait ensuite une recommandation à ce sujet au Conseil économique et social, lequel en saisirait l'Assemblée générale conformément à la procédure habituelle.

25. M. DEJARDIN (Belgique) note que, suivant la déclaration de Mlle Seymour, certaines activités pourraient être financées dans le cadre du titre V du budget ordinaire, si elles intéressent le développement

administratif. Les cours de formation entreraient-ils dans cette catégorie d'activités, dans la mesure où ils contribuent au développement administratif d'un pays? Le représentant de la Belgique rappelle par ailleurs qu'il a prié le Secrétariat de bien vouloir fournir des informations sur les programmes envisagés qui intéressent les questions dont s'occupe la Sixième Commission.

26. Mlle SEYMOUR (Secrétariat) indique que, conformément à la procédure de financement des programmes dans le cadre du titre V du budget, les gouvernements qui considèrent comme prioritaires des séminaires régionaux ou de brefs cours de formation tels que ceux envisagés par le représentant de la Belgique peuvent toujours saisir de leur demande le représentant résident de l'assistance technique.

27. M. SPERDUTI (Italie) donne lecture d'un passage du rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation pour 1964-1965 (A/6001, chap. X, A. 2, par. 3) où il est question d'utiliser éventuellement, pour l'organisation de cours régionaux de formation dans le domaine des droits de l'homme, des fonds qui seraient disponibles grâce aux économies réalisées au titre V du budget des Nations Unies. Il aimerait savoir si l'on compte réaliser effectivement des économies au titre V du budget, si, dans l'affirmative, il existe un ordre de priorité applicable aux différents programmes et, enfin, si l'on ne pourrait pas recourir au même procédé pour organiser des cours de formation dans le domaine du droit international, bien entendu sous les mêmes réserves qu'en ce qui concerne les cours de formation dans le domaine des droits de l'homme.

28. Mlle SEYMOUR (Secrétariat) rappelle, pour répondre au représentant de l'Italie, la destination première du titre V du budget ordinaire. Il n'a jamais été question d'affecter d'éventuelles économies à des programmes concernant le droit international. Seules des mesures particulières ont été prises pour affecter une partie des crédits ouverts à ce titre du budget à des programmes déterminés entrepris dans le domaine des droits de l'homme ou dans celui du contrôle des stupéfiants. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que si les crédits alloués aux trois autres domaines dont le financement est prévu à ce titre (développement économique, activités sociales, administration publique) sont groupés dans un même compte, l'affectation des fonds qui seraient éventuellement libérés par des économies réalisées dans le cadre du titre V n'en reste pas moins soumise aux règlements budgétaires. Pour y déroger, il faudrait recourir à une procédure analogue à celle qui serait nécessaire dans le cas du Programme élargi. Il existe déjà un ordre de priorité établi, et, comme aucune disposition ne prévoit l'affectation d'une partie des crédits ouverts au titre V du budget à des programmes dans le domaine du droit international, la Sixième Commission ne pourrait faire autrement que de demander des crédits supplémentaires, si elle voulait faire financer les activités envisagées par prélèvement sur le budget ordinaire.

29. M. O'HARA (Etats-Unis d'Amérique), notant que dans le compte rendu de certaines activités de l'UNESCO (A/C.6/L.565) il est question d'un cours

de droit international approfondi qui serait organisé en Afrique, en 1967-1968, par cette organisation, se demande si l'UNESCO elle-même ne pourrait pas fournir les fonds nécessaires.

30. M. GAGLIOTTI (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) répond que, comme il est indiqué dans ledit document, ce cours est organisé au titre du Programme régional d'assistance technique pour l'Afrique, et doit être soumis à l'approbation du Bureau de l'assistance technique.

31. M. DEJARDIN (Belgique) demande s'il est exact que le Conseil d'administration de l'Institut de formation et de recherche a envisagé d'inscrire au programme de travail de l'Institut certaines activités relatives à la diffusion et à l'enseignement du droit international.

32. M. D'ARBOUSSIER (Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies) répond par l'affirmative. A sa récente session, le Conseil d'administration de l'Institut a examiné le programme de travail initial que pourrait entreprendre l'Institut en 1966. Ce programme se divise en deux parties, activités de formation, d'une part, recherches de l'autre. A propos de la partie consacrée aux recherches, le Conseil d'administration a été amené à examiner la possibilité d'entreprendre une étude sur les méthodes et techniques intéressant les organes des Nations Unies qui s'occupent de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et également de l'impact de ces activités sur les méthodes et techniques, telles que séminaires ou bourses qui pourraient être prévus en l'espèce. Le Conseil d'administration n'a toutefois pas retenu un programme précis dans ce domaine, car il attendait que se dégagent des débats de la Sixième Commission des directives générales dont l'Institut pourrait s'inspirer à l'occasion des études qu'il serait éventuellement appelé à entreprendre. Le Conseil d'administration n'a notamment pas envisagé de financer un séminaire sur les problèmes du droit international, mais cette possibilité n'est pas à exclure. Pour être un organe autonome l'Institut n'en est pas moins au service de l'Organisation des Nations Unies, de son Secrétariat et de ses organes, et il étudiera toujours avec grand soin, compte tenu des moyens dont il dispose, les requêtes qui pourront lui être présentées.

33. M. YANKOV (Bulgarie) souhaite, lui aussi, poser une question au Directeur général de l'Institut au sujet du programme de formation et de recherche, compte tenu du rapport du Secrétaire général sur l'Institut (A/6027), et notamment du paragraphe 9, où il est dit que "certains représentants ont estimé que l'Institut devrait orienter la tâche des autres organisations et institutions s'occupant de formation et de recherche dans des domaines intéressant les Nations Unies". Si, au cours de la discussion du rapport du Comité spécial (A/5887) et notamment des sujets qui pourraient éventuellement faire partie du programme d'enseignement et de diffusion du droit international, se posaient des problèmes liés au statut juridique ou au fonctionnement d'une institution internationale, ces problèmes entreraient-ils dans le cadre du programme de formation et de recherche

envisagé par l'Institut? D'autre part, le rapport du Secrétaire général (A/6027) et la déclaration faite par le Directeur général de l'Institut à la clôture de la deuxième session de son Conseil d'administration (UNITAR/BT/12) indiquent que, au nombre des premières mesures que l'Institut prendra dans le cadre de ses travaux de recherche, figurent la possibilité d'entreprendre une évaluation fonctionnelle des projets exécutés au titre du Programme alimentaire mondial, une étude de la documentation existante concernant les forces de l'ONU chargées du maintien de la paix ainsi qu'une étude sur la possibilité d'utiliser, aux fins du développement économique et social, les ressources techniques et scientifiques libérées par le désarmement. Comme toutes ces questions présentent un aspect juridique, M. Yankov souhaiterait que le Directeur général de l'Institut dise si, à son avis, le Programme d'enseignement et de diffusion du droit international qu'examine la Sixième Commission pourrait trouver place dans ces projets, d'autant que l'Institut doit s'attacher surtout à l'aspect pratique des problèmes et veiller à éviter tout double emploi.

34. M. D'ARBOUSSIER (Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies) dit que l'un des principes fondamentaux de l'Institut est de concevoir ses activités dans les deux secteurs de la formation et de la recherche comme absolument indissociables. Une certaine dichotomie de l'enseignement serait évitée si une distinction aussi absolue n'était pas établie entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique. Le premier programme de l'Institut a envisagé aussi bien des problèmes de formation qui donneront une grande place à la recherche que des recherches concrètes devant servir à divers programmes des Nations Unies. Mais ce qui intéresse l'Institut, dans l'étude de l'évaluation des programmes, c'est de savoir dans quelle mesure il peut parvenir à dégager une sorte de méthodologie de l'évaluation, qui pourrait servir dans l'ensemble de l'Organisation.

35. S'agissant de la deuxième observation du représentant de la Bulgarie, M. d'Arboussier note qu'il est de fait que tous les différents projets de l'Institut ont en commun un certain aspect juridique. Il serait donc intéressant de dégager, à travers ces différents projets, ce qu'ils peuvent avoir d'unité juridique. L'Institut est à la disposition de la Sixième Commission pour entreprendre de telles recherches. Dernier venu de son espèce, il ne saurait certes prétendre jouer le rôle de guide suprême des autres instituts. Il semble toutefois que, en raison de sa position centrale, il soit admirablement placé pour arriver à certaines synthèses et rapprochements dans des activités différentes qui quelquefois se concurrencent sans nécessité.

36. M. EL-REEDY (République arabe unie) demande si la Sixième Commission ou l'Assemblée générale peuvent inviter le Secrétaire général à affecter certains fonds au financement de quelques-unes des activités qui ont été proposées dans le rapport du Comité spécial. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que devrait prendre le Secrétaire général à cette fin?

37. Mlle SEYMOUR (Secrétariat) dit que, si par le mot "affecter" on entend simplement demander que

le domaine général du droit international bénéficie de certains crédits dans le cadre du budget ordinaire, il semble que la seule partie du budget à laquelle cette procédure puisse s'appliquer soit le titre V (Programmes techniques). Il ne lui paraît pas souhaitable toutefois — c'est là une observation purement technique — que la Sixième Commission propose une telle mesure ou que l'Assemblée générale l'adopte. Au reste, le Secrétariat est pleinement conscient de l'autorité absolue de l'Assemblée générale en la matière. Cela dit, pour réviser le montant des dépenses inscrites au titre V, il faudrait faire appel à la procédure normale en la matière, c'est-à-dire qu'avant de prendre une décision l'Assemblée générale devrait demander l'avis du Comité de l'assistance technique.

38. Mlle Seymour se voit néanmoins dans l'obligation de répéter la déclaration que le Secrétaire général a faite tant au début de l'année (voir A/5887 annexe, par. 3) qu'en 1964 et en 1963, à savoir que le niveau actuel des ressources du titre V ne permet pas de faire place au droit international en tant qu'activité nouvelle et identifiable.

39. Mais si par "affecter" on entend ouvrir de nouveaux crédits, la procédure serait la suivante: la Sixième Commission devrait adopter un projet de résolution proposant à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à demander une ouverture de crédits budgétaires appropriée pour ce programme déterminé. Ce projet de résolution serait transmis à la Cinquième Commission en même temps qu'un état des incidences financières établi par le Secrétaire général. Le projet de résolution, accompagné des observations de la Cinquième Commission touchant ses aspects financiers, serait ensuite soumis à l'Assemblée plénière pour adoption.

40. M. ALCIVAR (Equateur) dit que s'il intervient à ce stade du débat général, alors qu'en sa qualité de Rapporteur de la Sixième Commission il eût dû prendre la parole en dernier, c'est parce que son pays était l'un des six membres du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international. Le Rapporteur du Comité spécial, M. Bal, a fort bien su expliquer les difficultés auxquelles les membres du Comité se sont heurtés pour harmoniser le vaste programme de travail qu'ils envisageaient avec la dure crise financière que traverse l'Organisation des Nations Unies. Cela explique la modestie relative du programme d'activités pour les deux premières années.

41. Cette ambition de concilier les inconciliables avait une raison profonde: souligner le rôle que doit jouer le droit — le droit international notamment — dans la reconstruction d'une société universelle sapée dans ses fondements pour de multiples raisons. A la seizième session, M. Alcivar avait été frappé par l'observation qu'avait formulée un représentant d'un pays asiatique à la Sixième Commission lorsqu'il avait dit que l'homme a découvert comment détruire l'humanité et qu'il lui appartient maintenant de découvrir comment la sauver. Pour mesurer la vérité de ces paroles, il suffit de jeter un coup d'œil sur les événements qui se sont déroulés depuis vingt ans.

Le foyer de la seconde guerre mondiale n'était pas encore éteint qu'était signé à San Francisco un instrument juridique destiné à être la charte suprême qui guiderait à l'avenir la vie des hommes et des peuples. Mais, en même temps, apparaissaient de nouveaux instruments de guerre, appelés à changer le cours de l'histoire. Les progrès accomplis depuis en matière de perfectionnement du pouvoir destructif de l'énergie nucléaire ne laissent aucun doute sur les conséquences qui pourront en résulter pour le monde entier. Mais l'homme se heurte à d'autres problèmes. Il doit avoir assez de pain pour apaiser sa faim, et dans le domaine de la décolonisation, s'il est vrai que beaucoup a été fait, beaucoup reste encore à faire pour empêcher que les anciennes formes du "festin colonial" soient remplacées par de nouvelles pratiques de domination.

42. La Charte des Nations Unies n'est pas un simple traité multilatéral. Elle énonce des buts et des principes créateurs de droits qui doivent être exercés par tous les peuples de la terre. Loin d'être un instrument statique, elle doit son dynamisme à l'impulsion d'une société en évolution et, à cet égard, chacun a son rôle à jouer dans sa propre sphère d'action. Tel est l'esprit qui a guidé les auteurs de la résolution 1816 (XVII) de l'Assemblée générale, puis ceux de la résolution 1968 (XVIII). C'est dans cet esprit également que les membres du Comité spécial se sont acquittés de la mission qui leur avait été confiée. La Sixième Commission n'a jamais manqué de dire

combien elle était satisfaite du travail accompli par la Commission du droit international. Elle a accueilli avec grand intérêt la proposition du Gouvernement hongrois (A/5933) touchant les mesures à prendre pour le développement progressif du droit international privé, qu'elle examinera en temps opportun. Il est toutefois indispensable de diffuser partout la connaissance des droits qu'ont acquis les peuples grâce à la Charte des Nations Unies. Le monde est vaste, mais il devient de plus en plus interdépendant. Les moyens d'action recommandés par le Comité spécial sont seulement le point de départ d'une œuvre qui doit se projeter vers l'avenir d'une manière profonde et durable. A cet égard, la création d'un institut de droit international où les jeunes gens ayant reçu une formation juridique viendraient étudier l'évolution du droit international dans le cadre d'une organisation mondiale, est une aspiration légitime qui mérite d'être reconnue.

43. Pour conclure, le représentant de l'Equateur rend hommage à tous ceux qui, membres du Comité spécial ou fonctionnaires du Secrétariat, ont permis au Comité spécial de s'acquitter avec succès de sa tâche et rappelle que, si l'humanité a pu investir tant de moyens matériels pour se détruire, elle pourrait peut-être consentir un sacrifice, si modeste soit-il, pour assurer son salut.

La séance est levée à 17 h 10.